

# L'AVIS OUVRIER

N°2

## MAIS C'EST POUR QUAND LE « TOUS ENSEMBLE » !? IL Y A URGENCE !

**A** lors que la crise systémique du capitalisme s'exacerbe un peu plus tous les jours, les conditions de vie des travailleurs du pays sont de plus en plus miséreuses, à l'image des salariés payés au SMIC, qui sont passés de 12 % de la population active à 17 % en 2 ans !

Pire, cela n'est qu'un avant goût de la cure d'euro-austérité que va imposer l'Union européenne à la France : 25 milliards d'euros d'économie à trouver en 2025, en plus des 10 milliards déjà demandés cette année, auxquelles il faut ajouter l'ensemble des cures subies depuis maintenant plusieurs décennies. Le poids de la dette – dette qui sert avant tout à financer les profits du CAC40 par l'octroi de subventions en tous genres avec notre argent (150 milliards par an) – devient de plus en plus lourd. Aussi, un « scénario à la grecque » est en préparation pour la France, qui signifierait la destruction finale de la Sécurité sociale nationale, du code du travail national, du statut de la fonction publique nationale, de l'éducation nationale, de l'assurance chômage nationale...

D'autant que la désindustrialisation de la France continue, à l'image des licenciements et de la fermeture de la plateforme pétrochimique de Port-Jérôme-sur-Seine dans la Seine-Maritime à Gravenchon, ses ouvriers étant ainsi punis pour leurs mobilisations exemplaires à l'automne 2022 et durant la mobilisation contre la contre-réforme des retraites de 2023.

Et au niveau international, **de l'Ukraine à Gaza en passant par Taïwan, la situation est rendue totalement explosive par le bellicisme génocidaire de l'OTAN**, que mettent en évidence les provocations à l'encontre de la République populaire de Chine dans l'Indo-pacifique et le soutien de plus en plus dangereux au régime pro-nazi de Kiev (que nous ne saurions confondre avec le peuple ukrainien et encore moins avec nos camarades syndicalistes rouges, communistes et antifascistes persécutés) avec des livraisons de missiles pour frapper directement le territoire russe (David Cameron) ou encore l'envoi de troupes au sol en Ukraine (Macron).

Faut-il rappeler que la Russie, à l'instar des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne ou de la France, est une puissance nucléaire et qu'une confrontation directe entre ces pays entraînerait quasi inévitablement à court terme des échanges balistiques nucléaires exterminant l'entièreté du vivant de notre planète ? Pour défendre les travailleurs, faut-il encore qu'ils soient vivants !

Et pendant ce temps-là, que fait la CONFEDERATION CGT ? Dénonce-t-elle l'économie de guerre qui broie la classe ouvrière du pays ? Non ! Prend-elle l'initiative d'une grande mobilisation pour la paix ? Non ! Dénonce-t-elle le régime Macron, ses attaques contre les syndicalistes de classe et la liberté d'expression en général, en refusant de « dialoguer » avec

lui ? Non ! Construit-elle un puissant rapport de force par le « Tous ensemble et en même temps » en ancrant la grève dans les entreprises et administrations du pays pour des augmentations générales des salaires ? Encore non !

Tout au contraire ! La confédération ne dénonce en rien les crimes du régime ukrainien. Rappelons que 2024 est le douloureux dixième anniversaire de la mort de nos camarades brûlés vifs dans la maison des syndicats d'Odessa par les hordes fascistes Otanisées. Les dirigeants de la CGT continuent de discuter avec le régime Macron, lui conférant ainsi une légitimité qu'il ne mérite pas. La confédération a appelé à voter aux pour une liste de « gôche » sans jamais aborder la question centrale du saut fédéral européen en marche qui finira de broyer les protections sociales conquises au prix de longues et douloureuses luttes par nos aînés. Et elle continue dans la stratégie perdante d'un syndicalisme rassemblé dans une intersyndicale dominée par la CFDT, dont la stratégie des grèves saute-mouton a montré toute l'impuissance en 2023 !

Camarades, il y a urgence à construire le « tous ensemble » combatif, à la base, dans nos syndicats et entreprises respectifs, la situation est trop grave pour attendre ! **Camarades, il y a urgence !**

# STOP À LA RÉPRESSION FASCISANTE ET ANTI-SYNDICALISTE !

Le jeudi 28 mars 2024, Jean-Paul Delescaut, secrétaire de l'UD CGT du Nord, comparait devant le Tribunal correctionnel. Le motif ? Le refus d'avoir cédé à la tyrannie des médias aux ordres apportant un « soutien inconditionnel » à la « théocratie fasciste » israélienne (dixit le maire de Tel-Aviv Ron Huldai en décembre 2022 !) qui, depuis l'attaque meurtrière du 7 octobre 2023, conduit une politique génocidaire dans la bande de Gaza, comme l'a récemment affirmé la Cour internationale de Justice.

Malgré l'évidence du nettoyage ethnique de grande ampleur auquel se livre le régime colonialiste et raciste d'Israël, malgré la colonisation illégale qui s'amplifie en Cisjordanie, malgré les massacres de masse perpétrés par l'armée israélienne et qui ont déjà causé plus de 30.000 morts, malgré la famine généralisée qui menace la bande de Gaza, **le pouvoir macroniste préfère réprimer les soutiens au peuple palestinien en France, à commencer par l'UD CGT du Nord.**

Cette répression fascisante est tout simplement inacceptable et s'inscrit dans un contexte général terriblement dangereux pour la paix et les libertés démocratiques en France. En effet, le pouvoir macroniste, fidèle vassal de l'Axe UE-OTAN, pousse à la guerre généralisée contre la Fédération de Russie, détruit progressivement la liberté d'expression à travers l'infâme circulaire Dupond-Moretti qui, désormais, dicte ce qui doit être dit de manière totalitaire par tous les citoyens et les travailleurs de France sur le conflit israélo-palestinien, et enfin réprime férocement les syndicalistes de combat (notamment de la CGT) depuis plus d'un an – manière de faire payer leur résistance à la contre-« réforme » des retraites.



Il urge, plus que jamais, que les forces sincèrement communistes, insoumises, syndicalistes, progressistes et patriotiques honnêtement antifascistes se rassemblent pour mener le combat en faveur de la paix, de l'argent pour les salaires et non pour la guerre, des libertés démocratiques et du progrès social. C'est d'autant plus urgent que l'ordre capitaliste dirigé par l'Axe UE-OTAN porte la guerre comme la nuée porte l'orage et que ce dernier menace d'éclater chaque jour un peu plus.

## GREVE A « LA VIE OUVRIERE »

En mars dernier une partie des salariés du magazine de la CGT « La Vie Ouvrière » avaient eu recours à la grève contre ce qu'ils définissent comme une maltraitance de leur PDG potentiellement génératrice de « graves troubles psychosociaux ».

Il est scandaleux que des salariés membres de la CGT et travaillant pour elle au quotidien soient forcés d'utiliser la grève pour se faire entendre dans une entreprise censée servir l'émancipation populaire!

Cet état de fait est significatif de la dérive générale de la confédération CGT. Ayant abandonné la FSM anti-impérialiste et anticapitaliste pour la CES jaune, atlantiste et pro-Maastricht, la confédération a rompu avec les traditions de classe du grand syndicat rouge des dirigeants DESINTERESSES qu'étaient Montmousseau, Frachon, Krazucki, Timbaud, Desrumeaux, Sémard, Croizat, Marcel Paul, etc. Il est cependant heureux qu'au congrès CGT de l'an dernier, des syndicats combattifs implantés en milieu ouvrier aient fait entendre une autre voix... et une autre VOIE pour le monde du travail.

Avec de tels choix stratégiques délétères qui, sous le nom de « syndicalisme rassemblé » (alors que la CGT n'a jamais été si divisée!) détruisent peu à peu son implantation, son influence chez les salariés, voire sa militance la plus fidèle, la direction de la confédération ne se contente pas de continuer à accompagner docilement la CFDT dans son orientation « euroconstructive » et paralysante, elle est désormais tentée par le « management » interne de type ouvertement patronal qui caractérise le « syndicat » de Notat, Chérèque, Berger et Cie. Tout cela est parfaitement logique...

La CGT vivra et l'avis des ouvriers finira par triompher y compris à l'intérieur de « la Vie ouvrière » ! Espérons seulement que le gouvernement Attal ne sera pas amené, pour pacifier les relations à l'intérieur de la V.O., de recourir à l'aimable médiation de Bernard Thibault, l'homme chargé de « pacifier » les relations sociales dans le cadre des J.O...

# FAUTE DE FANAL FRANCHEMENT ROUGE, LA SNCF MET LE CAP SUR LE GRAND SUD



**D**u 28 mars au 4 avril se tenaient les élections professionnelles à la SNCF.

Marqués par une abstention importante de 57 %, les résultats de ces élections restent riches en enseignement.

En effet, si la CGT cheminote reste la première organisation, elle recule encore (32,85 % ; -3,9%) pendant que SUD-rail continue de progresser (20,27 % ; +3,3%).

D'abord, nous nous réjouissons que les syndicats historiquement de combat restent majoritaires à la SNCF avec 53 % des voix, d'autant que, comme dans toutes les sociétés publiques privatisées, l'entreprise est en voie de cadrification (comme chez EDF/GDF), or les cadres ne sont pas connus pour voter pour les syndicats de combat.

Néanmoins, le recul d'élection en élection de la CGT au profit de SUD en dit long sur l'état d'esprit de la base.

En effet, SUD-Rail affiche une combativité (et non pas une « radicalité », comme on le lit ou on l'entend souvent dans la presse aux ordres) plus grande que la CGT à la SNCF. SUD multiplie ainsi les préavis de grève, soutient les mouvements à la base, fait des actions coups de poing spectaculaires. Nous pouvons notamment citer l'envahissement du siège de la commission européenne en France le 23 mai 2023, visant à dénoncer le démantèlement quasi définitif du fret SNCF exigé par Bruxelles. Malgré cette juste action, nous constatons que Solidaire est encore loin d'une position euro critique conséquente et n'assume pas une position claire contre la construction euro-atlantique qui pourrait l'opposer à la guerre, au saut fédéral européen en vue et permettre de créer le tous ensemble avec EDF, l'hôpital, l'Education nationale, le privé défendant le produire en France, etc.

Pendant ce temps-là la fédération CGT Cheminot, que nous ne saurions confondre avec ses syndicalistes de classe à sa base toujours aussi combatifs — ce qu'ils ont encore largement démontré en 2018 contre l'ouverture à la concurrence, en 2019/2020 contre la retraite à point, ou encore en 2023 contre la contre réforme des retraites —, totalement inféodée à la CES, donc à la construction européenne, c'est à dire au dogme de la concurrence libre et non faussée qui casse nos services publics nationaux, notre code du travail national, notre sécurité sociale nationale et bien-sur nos sociétés publiques nationales, à commencer par la Société Nationale des Chemins de fer Français, n'a que très mollement dénoncé la responsabilité de l'Union européenne dans la casse de la SNCF.

Pire, après le résultat des élections, les commentateurs médiatiques ont jugé que la montée de SUD-Rail au détriment de la CGT était une mauvaise nouvelle pour le groupe, car SUD ne respecte pas le dialogue social ! Quel aveu !

Résultat de cette stratégie pour la fédération CGT cheminote, elle baisse inexorablement que ce soit au niveau de la SNCF ou en général (puisque la confédération est passée de la première organisation de France, à la deuxième au profit de la CFDT). À ce titre, rappelons qu'après la grande grève de 95 contre le plan Juppé, où les cheminots, emmenés par les syndicats de classe CGT de la base, avaient fait capoter la contre réforme, la CGT cheminot affichait un résultat de 51 % aux élections professionnelles de 1998 !

Cela démontre que la ligne de la CGT inféodée à la Confédération européenne des syndicats, empêtrée dans un syndicalisme rassemblé derrière l'intersyndicale CFDT, est de plus en plus rejetée par les travailleurs qui attendent, au contraire, une grande combativité de la part des organisations syndicales pour se mettre en mouvement « tous ensemble et en même temps » contre Macron/MEDEF/UE/OTAN. Et d'autant plus en cette période où la crise aiguë du capitalisme rime avec exacerbation de la misère et même risque de plus en plus grand de guerre mondiale aux conséquences dévastatrices pour l'ensemble du vivant de notre planète.

Bref, il est temps que les syndicalistes de combat de la CGT se ressaisissent et œuvrent à remettre sur les rails le syndicalisme de lutte, non pas pour transformer la CGT, mais bien pour qu'elle redevienne ce qu'elle était, car à la base les travailleurs n'attendent qu'une chose pour adhérer et voter pour elle : que la CGT soit la CGT !

**JAUNE, JAUNE, JAUNE,  
LA C.E.S. EST JAUNE !  
ROUGE, ROUGE, ROUGE,  
LA F.S.M. EST ROUGE !**

# LICENCIEMENTS À EXXON MOBIL, PUNITION DE CLASSE CONTRE LES OUVRIERS FRANÇAIS DE LA CHIMIE !



Ils avaient été les pionniers de la grève pour les salaires à l'automne 2022 (leur raffinerie avait été la première en grève dès septembre !) puis le fer de lance de la grève dure pour la défense de nos retraites en 2023, portée par la Fédération nationale CGT des industries chimiques (la CGT-FNIC). C'est sans aucun doute et principalement pour cette raison que 677 emplois vont être supprimés en 2025 liés au site de Gravenchon, la plateforme pétrochimique de Port-Jérôme-sur-Seine dans la Seine-Maritime, et cela alors que plus de 35 millions d'euros y avaient été investis depuis 2020.

647 postes sur place vont disparaître, et 30 à la direction basée à Nanterre dans les Haut-de-Seine.

Une punition de classe contre le « produire en France » et contre ceux et celles qui le portent et le défendent durement — c'est à dire ses ouvriers — , car ceux-là en 2023 — et dans d'autres batailles — n'ont pas attendu le calendrier national ainsi-dit « de luttes » des directions confédérales euro-syndicales de la CGT, CFDT, CFTC, UNSA, CFE-CGC etc, pour se mobiliser et pour faire GREVE et BLOQUER les profits capitalistes.

Terrible écho certes mais qui démontre qu'on ne mène pas une lutte concrète seulement à coup de « journées nationales de mobilisation » saute-moutons.

C'est l'ensemble du monde ouvrier, mais aussi du monde du travail — car combien d'emplois indirects, d'artisans, de commerçants, de fonctionnaires etc, dans le département et le pays vont être impactés par ces 677 licenciements ? — qui est mis à mal par la logique répressive et économique de l'euro-mondialisation capitaliste, de la « construction européenne » capitaliste et supra-nationale qui déleste notre pays de son pouvoir de souveraineté sur le « produire en France industriel ». Car le macronat, à l'annonce de ces licenciements, n'assure qu'une seule chose : « être attentif à la bonne procédure de licenciement »...

Bref, contre nos industries, contre nos emplois, contre le monde du travail, contre nos services publics, contre nos salaires, contre notre souveraineté nationale et populaire... Macronat, Union européenne et grand capital euro-mondialisé avancent main dans la main.

Raison de plus, contre cette logique mortifère, d'avoir boycotter le scrutin euro-péiste du 9 juin pour DELEGITIMER l'euro-mondialisation capitaliste et pour amorcer une véritable alternative rouge et tricolore dans notre pays, populaire et patriotique, tournée contre le macronat, l'UE-OTAN et le CAC40.

## Qui sommes-nous ?

Les militant(e)s de la CGT, mais aussi d'autres organisations syndicales qui éditent ce bulletin constatent que loin d'avoir appris du dernier congrès de la CGT, de la défaite qu'a subie le monde du travail sur les retraites et du choix désastreux de cautionner l'euro-réformiste Laurent BERGER et son « dialogue social » bidon avec Macron, les confédérations syndicales dites « de lutte », y compris la CGT, continuent d'accompagner la « construction européenne » qui détruit notre pays, nos salaires, nos conquêtes sociales, notre industrie, notre agriculture et nos services publics.

Or, aucune alternative revendicative cohérente et offensive de se dessine pour nos syndicats malgré les belles mobilisations ouvrières, les blocages et les grèves reconductibles du printemps. Pire, ces confédérations n'organisent aucune mobilisation contre la marche à la guerre mondiale qu'impulsent l'UE et l'OTAN.

Les camarades qui éditent ce bulletin sont proches, pour certains, du Pôle de Renaissance Communiste en France et le revendiquent fièrement. D'autres sont sans attache partisane particulière mais TOUS en ont assez du discours pseudo « apolitique » de ceux qui se servent de l'anticommunisme pour casser la CGT et l'aligner sur la CFDT et la Confédération Européenne des Syndicats tout en nous menant de défaite en défaite. Cet anticommunisme ne sert qu'à diviser nos rangs et à nourrir la dérive euro-réformiste qui démolit les conquêtes historiques dus aux grands militants CEGETISTES et COMMUNISTES que furent Benoit FRACHON, Ambroise CROIZAT, Marcel PAUL, Henri KRAZUCKI, Pierre SEMARD, Martha DESRUMEAUX ou Jean-Pierre TIMBAUD.

Dans l'intérêt même de la CGT, du syndicalisme de CLASSE et du monde du travail, FAISONS ENTENDRE ET DIFFUSONS L'AVIS OUVRIER !